

Écrit par le 18 mai 2026

PACA et Corse sont les régions les plus sportives de France



En 2025, on dénombre le plus grand nombre de sportifs en PACA et en Corse avec 81% de pratiquants mais aussi ceux qui y consacrent le plus de temps. Le sport y est d'ailleurs considéré comme un enjeu politique local important.

Selon le dernier Baromètre Sport-Santé 2025 de la [Fédération Française d'Éducation Physique et de Gymnastique Volontaire](#) (FFEPGV), les habitants des régions PACA et Corse se démarquent par leur pratique sportive élevée : plus de 4 personnes sur 5 pratiquent une activité sportive (81%, vs 72% en moyenne). Ce sont tout simplement les régions où on fait le plus de sport en France !

De plus, la pratique sportive n'a jamais été aussi élevée dans ces régions. Ainsi, le nombre de sportifs a connu une augmentation importante depuis l'année dernière (+7 points), pour atteindre son niveau le

Ecrit par le 18 mai 2026

plus élevé depuis 2017.

Au-delà du nombre de sportifs, c'est également l'intensité de la pratique sportive qu'il faut remarquer. En régions PACA et Corse, les sportifs déclarent en moyenne 4h54 d'activité par semaine (contre 4h12 à l'échelle de la France). Ce sont là encore, les plus sportifs à l'échelle du territoire.

La pratique outdoor y est dominante. Plus encore qu'au niveau national, la pratique sportive individuelle et en extérieur est plébiscitée : 75% font du sport seul (vs 61%), 73% pratiquent en extérieur (vs 61%).

Dans ces 2 régions, les conditions météorologiques influencent fortement la motivation et la pratique des sportifs. 3 sportifs sur 4 prolongent leurs séances ou ajoutent des sorties en extérieur par beau temps (75% vs 71% au national), tandis que 65% voient leur motivation diminuer en cas de conditions météorologiques défavorables. Ils sont aussi nombreux à faire preuve d'ingéniosité pour maintenir le même niveau d'activité en cas de mauvaise météo : le plus fréquemment, ils décalent les horaires de leurs séances (66%), ou ajustent le lieu ou le type de pratique (66%).

En région PACA et Corse, le lien entre sport, santé (physique ou mentale) et lien social, est très largement perçu

Les sportifs des régions PACA et Corse pratiquent avant tout pour préserver leur santé et leur bien-être, des motivations identiques à celles observées chez l'ensemble des Français. Garder la forme est leur première motivation, citée par 56% d'entre eux (vs 55% en France), suivi par le fait de se sentir bien (51%, vs 53%). Ce podium est complété par la volonté de se maintenir en bonne santé, de ne pas tomber malade (49%, vs 44%).

De plus, la pratique sportive est aussi largement reconnue pour ses bienfaits sur la santé mentale. C'est même dans cette région que les sportifs en sont les plus convaincus. Pour 95% des habitants des régions PACA et Corse, la pratique d'une activité physique a un impact positif sur le bien-être mental. Ils sont même plus d'1 sur 2 à considérer que l'impact positif est « très important » (56%, vs 46%), soit le score le plus haut parmi les 13 régions françaises.

Aussi, lorsqu'ils doivent réduire leur niveau de pratique sportive, les effets nocifs s'accumulent : 85% des sportifs de PACA et Corse rapportent au moins un impact négatif lorsqu'ils ne peuvent pas faire autant de sport qu'ils le souhaitent (vs 86% au niveau national). Les conséquences sont multiples, sur leur bien-être physique (78%, vs 73% pour la France), sur leur état de forme général (67%, vs 66% pour la France), ainsi que sur leur bien-être mental (61%, vs 63% pour la France).

Les bénéfices du sport sont aussi sociaux : la pratique sportive permet de créer et de renforcer des liens avec d'autres personnes. C'est un facteur de motivation central pour les sportifs des régions PACA et Corse. Ainsi, 76% considèrent que pratiquer une activité sportive permet de partager une passion (vs 72% au niveau national), 71% de pouvoir bénéficier d'entraide (vs 67%) et 68% de créer des liens d'amitié durables (vs 67%).

Ecrit par le 18 mai 2026

La place centrale du médecin pour inciter à faire davantage de sport

Pour encourager les habitants de PACA-Corse à être (plus) actifs, le médecin se démarque comme l'interlocuteur le plus écouté et dont les recommandations sont les plus efficaces, une tendance qui est homogène sur le territoire. Ainsi, 84% des personnes vivant en PACA et Corse pratiqueraient plus d'activité physique si leur médecin leur recommandait pour leur santé physique (vs 79% au niveau national), 82% pour leur santé mentale (vs 74%). Un autre levier important qui différencie ces deux régions du reste de la France est celui du témoignage d'un proche partageant se sentir mieux mentalement grâce à sa pratique sportive (73%, vs 63%).

La population PACA-Corse apparaît donc particulièrement réceptive aux recommandations, qu'elles viennent du corps médical ou de l'entourage. Un terrain fertile pour les politiques de prévention.

Des habitants qui se montrent plus satisfaits que la moyenne des Français quant à l'offre d'activités sportives près de chez eux

Trois quarts des habitants de ces deux régions se déclarent satisfaits de l'offre d'activités sportives présente dans leur commune (75%), 72% concernant les équipements sportifs, un niveau de satisfaction parmi les plus élevés. On notera que près de 4 habitants sur 5 considèrent que les infrastructures sportives sont proches de leur domicile (79%), un résultat en hausse de 13 points depuis 2018 et là encore parmi les plus élevés sur le territoire. La satisfaction à l'égard de cette offre explique probablement en partie le fort niveau de pratique mesuré sur ces deux territoires.

Cette satisfaction ne doit cependant pas occulter la persistance de nombreux freins à la pratique sportive dans leur commune : 2/3 des habitants de PACA et Corse en citent au moins un (68%, équivalent à la moyenne nationale). Le coût de la pratique sportive se démarque nettement comme le premier frein rencontré (31%). Viennent ensuite les obstacles liés à l'offre sportive : l'incompatibilité des horaires (18%), le manque d'infrastructures (17%), l'inadaptation de l'offre sportive locale (15%) ou encore l'éloignement des infrastructures (14%).

Interrogés sur les élections municipales de mars 2026, 65% des habitants de PACA et Corse déclarent que le sport est un enjeu qui influencera leur choix de vote (vs 64% en moyenne). Plus d'un quart considèrent même que le sport aura un impact « très important » dans leur vote (26%), le résultat le plus haut observé parmi l'ensemble des régions. Ainsi, le sport s'affirme comme un enjeu transversal, illustrant les enjeux de santé publique, de cohésion sociale et de bien-être.

Ecrit par le 18 mai 2026

Déchets : le Vaucluse montre la voie



Alors que la réduction des déchets s'impose comme un défi environnemental majeur, les vauclusiens se distinguent par des pratiques déjà bien ancrées. Le dernier baromètre [Suez Odoxa](#) révèle une dynamique encourageante en Provence-Alpes-Côte d'Azur, malgré des fragilités persistantes dans l'engagement individuel.

Boire l'eau du robinet plutôt que de l'eau en bouteille, donner ses vêtements, acheter en circuit court ou encore limiter l'usage du plastique, en Vaucluse, ces gestes ne relèvent plus de l'exception. Selon le baromètre Suez-Odoxa, 66% des habitants du département estiment qu'il est facile de réduire ses déchets, chiffre qui constitue déjà un record régional. Plus de trois quarts des habitants du département déclarent adopter régulièrement des écogestes, signe d'une prise de conscience désormais bien installée.

Des gestes du quotidien devenus réflexes

Cette évolution s'inscrit dans un contexte plus large. En France, la production de déchets ménagers reste

Écrit par le 18 mai 2026

élevée avec près de 580 kg par habitant et par an, mais les comportements évoluent lentement, portés par une meilleure information et par l'action des collectivités locales.

Une région globalement satisfaite de la gestion des déchets

À l'échelle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le constat est globalement positif. Près de 8 habitants sur 10 jugent la collecte des déchets efficace dans leur commune et deux tiers se disent satisfaits de la propreté de leur ville. Cette appréciation traduit le rôle central joué par les collectivités dans l'organisation du tri, la modernisation des déchèteries et la multiplication des points de collecte.

Un tri des déchets pas si simple

Pour autant, si le tri est désormais perçu comme un geste simple par 77% des habitants, car réduire la quantité de déchets produits reste plus complexe : seuls 60 % estiment y parvenir facilement. Une différence révélatrice d'un plafond de verre entre bonne volonté et changements plus profonds des modes de consommation. Certains flux de déchets continuent de poser problème.



Copyright Freepik

Les déchets complexes, angle mort de la transition

Les biodéchets arrivent en tête des difficultés, suivis des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et des équipements de la maison. Pourtant, la région affiche des progrès notables : plus d'un habitant sur deux déclare avoir déjà déposé un appareil électrique usagé en déchèterie, en magasin ou via une collecte solidaire. Les DEEE, riches en métaux rares mais aussi en substances

Ecrit par le 18 mai 2026

polluantes, nécessitent des filières spécifiques encore mal identifiées par le grand public. D'où un besoin accru de pédagogie, alors que plus d'un tiers des habitants de la région reconnaissent ne pas maîtriser pleinement les consignes de tri.

Un engagement qui s'effrite, mais qui résiste mieux qu'ailleurs

Si les écogestes se maintiennent, l'engagement individuel recule légèrement en région Sud, à l'image du reste du pays. Seuls 36% des habitants estiment que leur entourage cherche réellement à limiter ses déchets. Néanmoins, certaines pratiques progressent, comme la revente de seconde main, tandis que le tri des biodéchets se stabilise, là où il recule dans d'autres régions. Les freins sont connus : manque de temps, complexité des consignes, difficulté à renoncer à certains confort. Autant d'obstacles qui appellent des réponses concrètes et adaptées aux réalités locales.

Consolider les acquis et raviver l'élan

Le Vaucluse et, plus largement, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur disposent d'atouts solides pour réussir la transition vers une réduction durable des déchets. Les habitudes sont là, la confiance envers les services publics demeure élevée, et les citoyens se montrent majoritairement réceptifs. Reste désormais à transformer ces pratiques installées en un engagement plus profond et collectif. Car au-delà du tri, c'est bien la réduction à la source qui constitue le prochain cap, celui d'une sobriété choisie plutôt que subie.

Source : Suez-Odoxa [ici](#).

Mireille Hurlin

Provence-Alpes-Côte d'Azur : avec 39€ par mois les ados sont parmi les plus gâtés de France

Ecrit par le 18 mai 2026

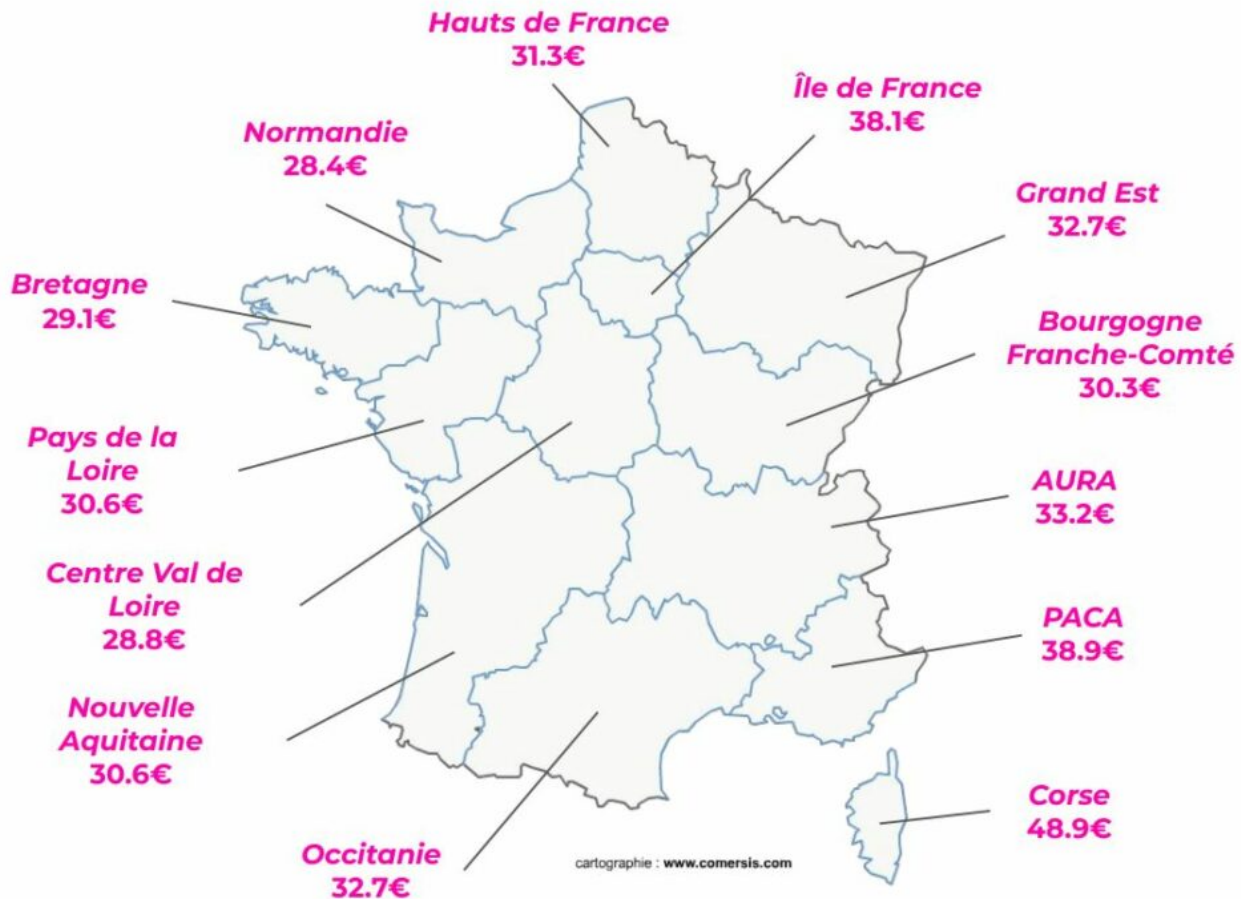


Pour la 4^{ème} année consécutive, le baromètre « Argent de poche » réalisé par le Teenage Lab de Pixpay, la carte de paiement des ados copilotée par les parents, délivre des chiffres inédits. Les parents provençaux arrivent en seconde position des parents les plus généreux.

Cette année, le montant moyen d'argent de poche récurrent des adolescents est de 36€. Un chiffre en hausse depuis 2 ans déjà, puisqu'il était de 31€ en 2021 et de 33€ en 2022. Entre 2022 et 2023, le montant moyen d'argent de poche a connu une hausse de 9%. C'est plus que l'inflation de 5,6% mesurée en janvier dernier. Cette moyenne doit être relativisée. Seuls 57% des enfants, soit à peine plus d'1 sur 2, touchent régulièrement de l'argent de poche (contre 50% en 2022). Parmi eux, 86% perçoivent le pécule mensuellement et 14% de façon hebdomadaire.

Le baromètre Pixpay confirme que l'âge de l'adolescent constitue une importante variable d'ajustement. Les 10-12 ans touchent 24€, les 12-14 ans 26€, les 14-16 ans 32€, les 16-18 ans 42€ et les 18 ans et plus 56€ en moyenne. Aussi, les papas ont tendance à donner plus d'argent de poche que les mamans. En moyenne, le montant mensuel d'argent de poche est de 42€ quand ce sont les papas qui gèrent, contre 34€ pour les mères. Pour autant, ce sont les femmes qui gèrent dans 70% des familles.

Ecrit par le 18 mai 2026



cartographie : www.comersis.com / Teenage Lab de Pixpay

L'argent de poche : un nouveau critère pour mesurer les inégalités sur le territoire français

L'enquête réalisée par le Teenage Lab de Pixpay met en évidence de grandes disparités entre les montants d'argent de poche distribué aux adolescents selon les régions. A l'échelle du pays, les ados des régions Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les mieux lotis, avec respectivement 48,9€ et 38,9€ d'argent de poche en moyenne.

A l'inverse, les Normands et les Centro-ligériens sont statistiquement les moins gâtés, avec respectivement 28,4€ et 28,8€ par mois. Les adolescents d'Île-de-France se classent en 3^e position, derrière la Corse et la région PACA, avec 38,1€ qui tombent chaque mois dans leur poche.

L'enquête s'appuie sur 2,8 millions de transactions réalisées par plus de 150 000 adolescents (10-18 ans) utilisateurs français de Pixpay entre septembre 2022 et juin 2023.

En hausse de 9,2%, l'absentéisme des salariés français du secteur privé poursuit sa dégradation



Pour la cinquième année consécutive, WTW en France, présente les résultats de son baromètre sur l'absentéisme dans le secteur privé. Cette enquête a été réalisée à partir de l'observation de 345 000 salariés issus de près de 650 entreprises du secteur privé sur une période de 4 ans.

En augmentation de 35,4% depuis 2019, l'absentéisme a poursuivi sa dégradation en 2022. S'élevant à

Écrit par le 18 mai 2026

un taux de 5,3% contre 4,9% en 2021, il touche désormais les sociétés de services et d'ingénierie en informatique, la finance et l'assurance, ainsi que les cadres et les professions intermédiaires, qui étaient jusque-là plutôt épargnés par ce phénomène.

Les nouveaux modes et organisation de travail très rapidement adoptés dans les entreprises n'ont pas été suffisamment accompagnés pour une grande partie d'entre elles (gestion du télétravail et du droit à la déconnexion, accueil des nouveaux salariés, accompagnement des salariés à la transformation digitale, formations à distance...).

Les défis des pouvoirs publics et des entreprises pour limiter la hausse continue de l'absentéisme deviennent urgents dans un contexte d'allongement de la durée de travail. Les solutions existent, elles sont nombreuses et doivent être adaptées aux problématiques de chaque entreprise.

Une hausse de l'absentéisme qui perdure

En 2022, le taux d'absentéisme a atteint 5,3%, en hausse de 9,2% par rapport à l'année précédente. Cette dérive est portée par la hausse du nombre de salariés qui s'arrêtent au moins une fois dans l'année. Les travailleurs français sont, en effet, 42% (contre 34% en 2021) à s'être arrêtés au moins un jour au cours de l'année.

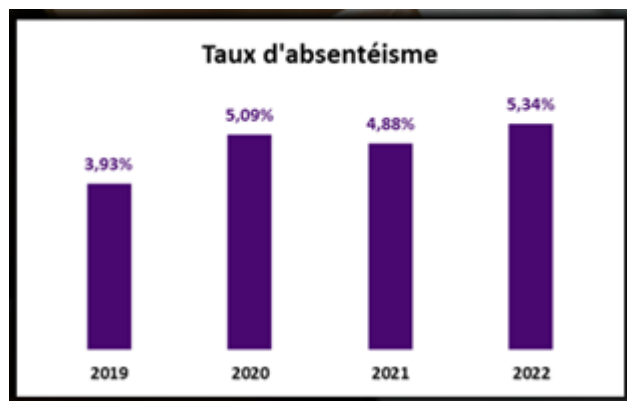
96% des arrêts sont dus à la maladie. Les accidents de travail, de trajet et les maladies professionnelles représentent seulement 4% des arrêts, mais ils contribuent pour près de 14% à l'absentéisme, compte tenu d'une durée d'absence plus de 3 fois plus longue (67 jours contre 18 pour la maladie). Les secteurs du transport, de la construction, de la santé et de la restauration sont les plus touchés par les accidents de travail, l'industrie extractive et la construction par la maladie professionnelle.

En 2022, 4% des arrêts dépassent 90 jours, représentant près de la moitié de l'absentéisme, 58% sont de très courte durée (<7 jours).

Outre « l'explosion » du nombre de salariés qui s'arrêtent (+24% / 2022), ils ont tendance à s'arrêter de plus en plus souvent (fréquence moyenne en hausse de près de 5% entre 2021 et 2022).

Le vendredi reste le jour d'absence le plus important quels que soient la catégorie socio-professionnelle ou le secteur (taux d'absentéisme de 5,43% contre 4,98% en 2021).

Ecrit par le 18 mai 2026



De nouveaux secteurs d'activité et catégories socio-professionnelles impactés par l'absentéisme

Les femmes restent les plus touchées mais la dérive est semblable quel que soit le genre. Le taux d'absentéisme chez les femmes s'élève, en effet, à 6,3% contre 4,8% chez les hommes, en augmentation respectivement de 10% et 9% par rapport à 2021. L'écart d'absentéisme s'explique entre autres par une surreprésentation des femmes à des postes d'employés dans certains secteurs d'activité, comme la santé ou l'hôtellerie-restauration aux taux d'absentéisme plus élevés que la moyenne.

L'absentéisme chez les salariés de 20-29 ans et les 30-39 ans a fortement progressé, respectivement de 15% et 17% entre 2021 et 2022, notamment en raison d'une explosion de la prévalence chez les travailleurs de moins de 40 ans : hausse de près de 20% par rapport à 2021, de près de 45% par rapport à 2019.

Les cadres et professions intermédiaires sont désormais impactés également par la progression de l'absentéisme (+14% entre 2021 et 2022). Un nombre croissant de salariés s'arrêtent : 46% des professions intermédiaires et 30% des cadres ont connu au moins un arrêt de travail en 2022 (contre 35% et 23% en 2021).

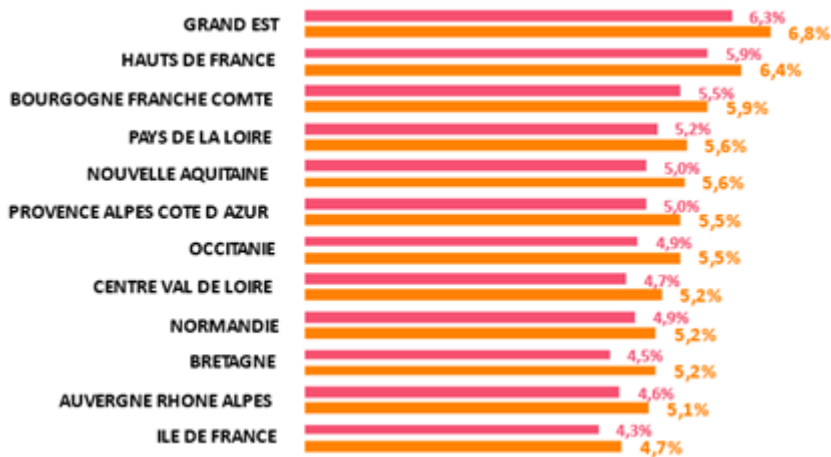
Jusque-là plutôt épargnés et toujours parmi les bons élèves cette année, les secteurs de la finance et de l'assurance ainsi que les sociétés de services et d'ingénierie en informatique ont cependant vu leur absentéisme, caractérisé par un nombre important d'arrêts courts et de poly-absences, augmenter sensiblement. Certains secteurs d'activités dont les métiers sont considérés comme « pénibles » et qui font face à un absentéisme élevé, sont également touchés par un très fort turnover ; c'est le cas de l'hébergement & restauration (32%) et de la santé (26%).

La nature du contrat de travail a une grande importance sur le taux d'absentéisme : il est de 2,5% chez les travailleurs en CDD, soit 2 fois moindre que chez ceux en CDI (5,5%).

Le Grand Est reste la région la plus touchée, avec le taux d'absentéisme (6,8%, en hausse de 9%), la prévalence (47,65% des salariés ayant eu au moins un arrêt dans l'année) et la fréquence les plus élevés (1,87% arrêt par salarié). Les Hauts de France (taux d'absentéisme de 6,4% en hausse de 8%) et la Bourgogne Franche-Comté (5,9% en hausse de 7%) se situent respectivement à la deuxième et troisième

Ecrit par le 18 mai 2026

place parmi les régions les plus impactées par l'absentéisme.



« 2022 a été marquée par une explosion du nombre de salariés qui s'arrêtent, quels que soient leur secteur, âge, catégorie socio-professionnelle, ou genre... Face à cette accélération de l'absentéisme, l'engagement, voire le réengagement, ainsi que la fidélisation seront les grands défis à relever pour les entreprises. Elles devront faire évoluer le modèle de la relation entreprise / collaborateur pour répondre aux attentes des nouvelles générations en matière de partage de la valeur, d'impact social et environnemental, d'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle, de flexibilité du travail et de management... Il s'agira, en outre, de rassurer les 'anciennes générations' dans un contexte économique incertain marqué par la digitalisation des entreprises, l'inflation, la hausse des taux, la réforme des retraites, ou encore le transfert de charges de la Sécurité Sociale... » précise Noémie Marciano, directrice placement & actuariat health & benefits chez WTW en France.

Le baromètre de l'absentéisme dans le secteur privé est disponible [ici](#).

Méthodologie

Baromètre sur l'absentéisme dans le secteur privé - Edition 2023

L'étude a été menée auprès de 343 775 salariés issus de 633 entreprises du secteur privé sur une période de 4 ans, à travers les données issues des Déclarations Sociales Nominatives (DSN).

Découvrez la baromètre des salaires du BTP

Ecrit par le 18 mai 2026



Suite à la hausse du Smic le 1er janvier dernier, [Mistertemp'group](#), leader de l'intérim digital dans le secteur du BTP, vient d'établir un baromètre trimestriel des salaires pour les métiers du BTP. Pour cela, le groupe lancé en 2009 par [Alexandre Pham](#) et [Rémy Sultan](#) s'est appuyé sur une étude* réalisée suite à l'analyse de plus de 60 000 contrats de travail.

Ce baromètre fait ainsi apparaître un niveau moyen de salaire suivant pour les métiers du BTP (voir également graphique ci-dessous) :

- **Canalisateur** : 1800,20€ brut / mois (soit 11,87€ brut de l'heure)
- **Carreleur** : 1819,92€ brut / mois (soit 12€ brut de l'heure)
- **Charpentier** : 1803,24€ brut / mois (soit 11,89€ brut de l'heure)
- **Chef de chantier** : 2047,41€ brut / mois (soit 13,50€ brut de l'heure)
- **Conducteur de travaux** : 2529,69€ brut / mois (soit 16,68€ brut de l'heure)
- **Couvreur** : 1771,39€ brut / mois (soit 11,68€ brut de l'heure)
- **Electricien** : 1780,49€ brut / mois (soit 11,74€ brut de l'heure)
- **Manœuvre / ouvrier BTP** : 1624,28€ brut / mois (soit 10,71€ brut de l'heure)
- **Maçon** : 1804,75€ brut / mois (soit 11,90€ brut de l'heure)
- **Menuisier** : 1624,28€ brut / mois (soit 10,71€ brut de l'heure)
- **Peintre en bâtiment** : 1809,30€ brut / moi (soit 11,93€ brut de l'heure)
- **Plaquiste** : 1865,42€ brut / mois (soit 12,3€ brut de l'heure)
- **Plombier** : 1909,40€ brut / mois (soit 12,59€ brut de l'heure)



Ecrit par le 18 mai 2026

Depuis sa création, Mistertemp'group a mis en poste plus de 50 000 personnes pour ses 5 000 entreprises clientes. Pour ses clients et candidats, le leader de l'intérim digital propose une offre alliant la puissance du digital à un réseau de 130 agences de proximité. Actuellement, le groupe propose plus de 1 100 postes à pourvoir dans le BTP, tous métiers confondus.

**Salaires moyens constatés dans les offres à pourvoir dans toute la France proposées par Mistertemp'group.*

Ecrit par le 18 mai 2026

BAROMÈTRE DES SALAIRES

BTP

Canalisateur
1800,20€
brut / mois
11,87
brut de l'heure

Carreleur
1819,92€
brut / mois
12,00
brut de l'heure

Charpentier
1803,24€
brut / mois
11,89
brut de l'heure

Chef de chantier
2047,41€
brut / mois
13,50
brut de l'heure

Conducteur de travaux
2529,69€
brut / mois
16,68
brut de l'heure

Couvreur
1771,39€
brut / mois
11,68
brut de l'heure

Electricien
1780,49€
brut / mois
11,74
brut de l'heure

Maçon
1804,75€
brut / mois
11,90
brut de l'heure

Manœuvre / ouvrier BTO
1624,28€
brut / mois
10,71
brut de l'heure

Menuisier
1624,28€
brut / mois
10,71
brut de l'heure

Peintre en bâtiment
1809,30€
brut / mois
11,93
brut de l'heure

Plaquiste
1865,42€
brut / mois
12,30
brut de l'heure

Plombier
1909,40€
brut / mois
12,59
brut de l'heure

